

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 17/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

Le Parc St Jean - Bât 1
ZAC du Mas de Grille
34430 Saint-Jean-De-Védas

Références : -
Code AIOT : 0006600600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement GSM implanté Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray 30490 Montfrin. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection prévue au PPC 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray 30490 Montfrin

- Code AIOT : 0006600600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière GSM de Meynes-Montfrin est une carrière alluvionnaire qui exploite des matériaux (sables et galets) destinés aux chantiers du BTP autour de la carrière. L'extraction se fait à la dragline. Une importante couche de sédiments est présente (quelques mètres), elle est stockée en vue de la remise en état de la carrière.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Consistance des installations autorisées | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.3.3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 5 | Réhabilitation du site | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 9.3 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Action nationale : sobriété hydrique | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.1.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 8 | Action nationale : sobriété hydrique | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.1.1.2 | Demande d'action corrective | 8 mois |
| 10 | Règles de circulation | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.1.7 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 11 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 12 | Contrôle des eaux superficielles et souterraines | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------|--|-------------------|
| 1 | Registres et plans | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------|--|-------------------|
| 3 | Bilan et rapport annuels | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.6.2 | Sans objet |
| 4 | Plan de gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | Sans objet |
| 6 | Action nationale : sobriété hydrique | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.1 | Sans objet |
| 9 | Action nationale : sobriété hydrique | Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non-conformité donnant suite à proposition de mise en demeure et relative au non-respect des superficies de stockage des matériaux et stériles sur le site.

L'action nationale sobriété hydrique a été déroulée. L'exploitant a démontré par des actions probantes qu'une démarche de sobriété est mise en place depuis plus d'un an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 |
| Thème(s) : Situation administrative, Plans |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni, suite à l'inspection, un plan d'exploitation daté du 14 février 2025 sur lequel sont matérialisés les éléments attendus par l'article susvisé.</p> |

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.3.3

Thème(s) : Situation administrative, Exploitation des matériaux alluvionnaires

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques de la présente demande d'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sont les suivantes :

- une superficie d'exploitation demandée : 82ha 53a 82ca ;
- une superficie d'extraction : 35ha 27a 29 ca;
- un volume de découverte : 480 000 m3 de terre végétale, limons voire argiles dont 62 800 m3 de terre végétale;
- des réserves totales : 1 687 000 m3 d'alluvions soit 2 699 000 tonnes;
- une cote maximale d'extraction : -6 m NGF;
- une production moyenne annuelle : 200 000 tonnes ;
- une production maximale annuelle : 280 000 tonnes une durée de 16 ans.

La méthode d'exploitation projetée consiste en l'extraction des matériaux alluvionnaires (galets, graviers et sables), à sec et en eau

- extraction à sec : l'extraction hors d'eau est projetée à la pelle hydraulique à bras long ou à la chargeuse. Cette phase hors d'eau permettra la création d'une plateforme de travail (environ 20 à 40 cm au-dessus de la côte moyenne du plan d'eau, soit une plateforme à la côte moyenne de l'ordre de 7,90 m NGF). A l'avancement, une surface de 1 à 2 hectares sera conservée pour cette plateforme de travail,
- extraction en eau : la partie du gisement située en eau sera prélevée par une pelle hydraulique à bras long pour les zones les moins profondes et à l'aide d'une dragline pour les zones plus profondes. L'engin d'extraction effectuera ces travaux depuis la plateforme de travail décrite précédemment. Dans un premier temps, le tout-venant sera disposé en merlon sur la plateforme de travail, le long du bord de l'excavation, afin que l'eau excédentaire s'en égoutte. Une chargeuse et/ou la pelle reprendra ces stocks pour charger les tombereaux qui évacueront les matériaux égouttés. Les stocks de matériaux à égoutter sur la plateforme de travail seront limités.

Le stockage de matériaux sur la carrière sera limité à une surface de 8 000 m2 , au niveau de la plateforme de travail excavée. Cette surface comprend les stocks de gisement à égoutter et à la découverte en attente d'être utilisée dans la remise en état coordonnée à l'exploitation (limons et terre végétale). Il n'y aura pas de stockage de matériaux sur la carrière au niveau du terrain naturel. [...]

[...] Autres installations :

La demande porte également sur le stockage temporaire des produits minéraux extraits ou transformés :

- 26 000 m2 dédiés à la plateforme de stockage (stockage tampon, matériaux commercialisables) au niveau de l'installation de traitement.

Constats :

L'exploitant a fourni un plan d'exploitation daté du 14 février 2025 indiquant le respect des caractéristiques imposées par l'arrêté :

- périmètre de l'autorisation : 82 ha ;
- périmètre d'exploitation 35ha ;
- cote d'extraction atteinte : -3,46 m NGF ;
- production 2023 (GEREP) : 202 860 tonnes dont 197 860 tonnes de produits commercialisables ;
- production 2024 : l'exploitant a déclaré avoir extrait 221 359 tonnes dont 41 329 tonnes de stériles.

Concernant la méthode d'extraction, l'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé d'extraction à sec mais uniquement en eau en raison de la présence des niches du guêpier d'Europe au droit de la plate-forme dans l'attente de leur transfert au sud du bassin.

Concernant la surface de stockage des matériaux extraits limitée à 8000m² comprenant les stocks de gisement à égoutter et à la découverte en attente d'être utilisée dans le cadre de la remise en état, l'exploitant n'a pas matérialisé sur le plan fourni la surface dédiée à l'égouttage des matériaux, par ailleurs la superficie des stériles stockés matérialisée sur ledit plan est de 18 600m² dépassant de 10 600m² la surface autorisée.

Concernant le stockage temporaire des produits minéraux extraits, la superficie de 26 000 m² fixée par l'arrêté n'est pas respectée, en effet le plan fourni indique une surface de 29000m² pour le stockage des produits bruts/finis, soit 3000m² supplémentaire.

Pour rappel, l'emprise de la carrière est entièrement située en zone F-NU du plan de prévention du risque inondation du bassin aval du Gardon prescrit le 26 novembre 2013 et approuvé le 16 septembre 2016 en vigueur lors de l'instruction du dossier d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- matérialiser sur le plan d'exploitation la surface dédiée à l'égouttage des matériaux ;
- respecter les superficies fixées par la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bilan et rapport annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.6.2

Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel

Prescription contrôlée :

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé, ...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Ce rapport peut être transmis sous format informatique

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection sous forme de tableau excel un suivi des thématiques attendues par la prescription susvisée, l'état d'avancement de la remise en état et le plan d'exploitation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Plan de gestion des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un plan de gestion daté de 2023 et comprenant les attendus fixés par la prescription susvisée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Réhabilitation du site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 9.3 |
| Thème(s) : Autre, Phasage de réhabilitation du site |
| Prescription contrôlée : Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état précité. La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (annexes IX à XII). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexes IV à VIII, XIII et XIV présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé à l'article 1.5.2. Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée. |
| Constats : D'après le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral, au jour de l'inspection, la situation est à t+06. D'après le plan d'exploitation daté du 14/02/2025, l'exploitant a d'ores et déjà exploité la partie au nord est de la zone à exploiter et se trouve en fin de la situation à t+10. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• le plan de phasage actualisé ;• le plan de réaménagement actualisé ;• les garanties financières avec l'indice TP 01 en vigueur. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Action nationale : sobriété hydrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau |
| Prescription contrôlée : Les eaux utilisées pour la lutte contre les poussières (carrière et plateforme des installations), pour le lavage des engins et au niveau des sanitaires proviennent des deux forages mentionnés ci-dessous, localisés au niveau du local pompes (cf plan piezos et forages annexe III). La capacité nominale maximale respective de chacun de ces forages est de 400 m3 /h et 150 m3 /h mais la capacité cumulée maximale de ces forages ne dépasse pas 300 m3 /h. Les eaux sanitaires (locaux personnel et accueil bascule) sont traitées par un système |

| |
|---|
| d'assainissement autonome de type microstation d'épuration ou tout autre dispositif d'assainissement autonome validé par le SPANC. Les eaux de l'aire étanche (lavage des engins et eaux pluviales) sont confinées au niveau de l'aire étanche et traitées par un séparateur à hydrocarbures. L'eau potable est mise à disposition du personnel par le biais de fontaines à eau ou de bouteilles en quantité suffisante. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni, à la demande de l'inspection le bilan des consommations d'eaux des années 2022 2023 et 2024 qui est conforme à la prescription susvisée.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a qu'un seul forage et plusieurs pompes (pompe P1, pompe P2, pompe sanitaire/piste, pistes 2), la pompe d'appoint principale d'une capacité nominale de 400m3 a été remplacée par la pompe P2 d'une capacité nominale de 150m3/h, la pompe p1 étant devenue une pompe de secours.</p> <p>Les résultats d'analyses effectués au droit du débourbeur déshuileur en 2023 et 2024 et réalisés par Bergasud sont conformes.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection une actualisation du principe de fonctionnement de l'ouvrage de pompage.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Action nationale : sobriété hydrique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau en nappe par forage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le forage est destiné à un usage sanitaire, l'exploitant régularise la situation réglementaire du forage décrit ci-dessus au titre du code de la santé publique en transmettant à l'inspection des installations classées la justification du dépôt du dossier de régularisation auprès des services compétents et met en place tout dispositif conforme à la réglementation pour la fourniture d'eau à usage sanitaire.</p> <p>Dans l'attente de cette régularisation, une mention de la non potabilité est apposée sur les différents robinets des installations sanitaires.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les eaux utilisées dans les locaux du personnel notamment pour la douche doivent d'abord faire l'objet d'une autorisation d'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine par l'ARS. Cette autorisation n'a pas été présentée par l'exploitant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A charge de l'exploitant de régulariser la situation administrative des eaux destinées à la consommation humaine auprès de l'ARS et d'en informer l'inspection.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Action nationale : sobriété hydrique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.1.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autres dispositions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements dans le milieu naturel par forage relèvent du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1.2.1.0. de la Loi sur l'Eau : « Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe » car ces forages pouvant prélever au maximum 300 m3/h cumulés ont « une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m3/h ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau».</p> <p>En conséquence, les dispositions des arrêtés des :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 11.09.2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau, • 11.09.2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des « articles L. 214-1 à L. 214-3 » du code de l'environnement et relevant des rubriques« 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 » de la nomenclature loi sur l'eau s'appliquent aux forages et aux prélèvements visés ci-dessus. <p>L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.</p> <p>Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre spécialement ouvert à cet effet, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant est tenu de noter, mois par mois, sur le registre ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'usage et les conditions d'utilisation, • les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater, • les conditions de rejet de l'eau prélevée, • les changements constatés dans le régime des eaux, • les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir mis en place les actions suivantes afin de limiter sa consommation en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réparation des fuites localisées sur une des conduites des eaux sanitaires ; • arrêt de l'utilisation de la pompe P1 (pompe d'appoint) et recours à la pompe P2 avec un comptage afin d'avoir une vision plus juste du bilan hydrique de l'installation de traitement (débit permettant un contrôle plus fin des appoints d'eau |

- comptage de la pompe P6 qui récupère les eaux de ruissellement afin d'améliorer le bilan hydrique

l'exploitant a fait réaliser par la société RSM un audit du circuit hydraulique et du process du site, dont le rapport du 28/11/2024 conclut à un "très bon" bilan hydrique de 2023 et un "bon" bilan en 2024.

L'exploitant a également transmis à l'inspection :

- un bilan de sa consommation d'eau sur les années 2023, 2024 et 2025 où il est constaté un non respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-037 portant sur les mesures en cas de sécheresse;
- les écarts constatés sur les résultats d'analyses des eaux souterraines au droit des 7 piézomètres réalisés sur l'année 2023,
- les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation qui ont été relevés et traités (fuites)

Les informations reportées mois par mois et relatives aux conditions de rejet de l'eau prélevée et aux changements éventuellement constatés dans le régime des eaux n'ont pas été présentées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de reporter dans son suivi mensualisé l'ensemble des attendus fixés par la prescription susvisée

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Action nationale : sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les besoins en eau pour le fonctionnement de la carrière sont limités à l'arrosage des voies de circulation et de la zone d'extraction (partie à sec : décapage et plateforme de travail par citerne mobile (lutte contre les poussières).

Au niveau de la plateforme des installations GSM, se rajoutent :

- les eaux de procédé au niveau de l'installation de traitement (lavage des matériaux),
- les eaux utilisées pour la lutte contre les poussières : arrosage des pistes et des stocks (même citerne mobile que pour la carrière et asperseurs fixes), la brumisation des camions, le décrotteur de roues,
- les eaux de lavage des engins (entretien),
- les eaux sanitaires (locaux du personnel),
- l'eau potable pour le personnel. Le circuit des eaux de procédé de l'installation de traitement permet de recycler et réutiliser ces eaux.

Les eaux chargées en fines provenant de l'installation de traitement sont envoyées au niveau d'un bassin de décantation au sud. Les fines se déposent en fond de bassin et les eaux claires en surfaces sont dirigées vers un bassin intermédiaire au sud du bassin de décantation. Les eaux du

| |
|--|
| <p>bassin intermédiaire sont ensuite pompées et sont stockées dans un bassin tampon d'eau claire à côté de l'installation. L'eau utilisée pour le lavage des matériaux sur l'installation est pompée au niveau de ce bassin. Un complément d'eau est réalisé via les deux forages du site. Ce complément d'eau sera au maximum de 300 m3/h.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les usages de l'eau sont identifiés et conformes à la prescription susvisée. En 2024, le volume des eaux recyclées issues des opérations de traitement des matériaux s'élèvent à 371 210 m³. L'exploitant a mis en place des actions de sobriété hydrique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en service une installation de floculation; • l'égouttage des boues sur place; • la planification de la production en dehors de la période estivale ; |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Règles de circulation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.1.7</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Aire de bâchage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Pour le transport des autres produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, les véhicules circulant dans l'établissement et en sortant n'entraînent pas d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cette fin, l'exploitant de la carrière impose contractuellement le bâchage des bennes qui peuvent en être équipés en toute circonstance pour le transport des produits susceptibles d'émettre des poussières et fait respecter la procédure décrite ci-dessous.[...] Le ticket de pesée n'est délivré qu'après contrôle vidéo par l'opérateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la mise en place de la bâche; • de l'arrosage suffisant du chargement.[...] |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de matérialisation et d'indication de l'aire de bâchage des bennes.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A charge à l'exploitant de procéder à l'indication et la matérialisation de l'aire de bâchage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits chimiques |
| Prescription contrôlée : [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] |
| Constats : L'inspection a constaté l'absence de rétention des cuves d'ADBlue. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de mettre sur rétention tout produit chimique conformément à la prescription susvisée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 12 : Contrôle des eaux superficielles et souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité de l'eau souterraine |
| Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique et de la qualité de l'eau régulier est mis en place sur les 7 piézomètres mentionnés sur le plan joint en annexe III suivant les modalités suivantes : 2 mesures quantitatives et qualitatives par an (hautes eaux - avril mai, et basses eaux août septembre) [...] |
| Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les résultats d'analyses attendues pour l'année 2024. Le dernier rapport fourni référencé N° 30/179 AO 23 250 a été réalisé le 21 février 2024 par BERGASUD et portant sur le suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines au droit de la carrière GSM de Montfrin. Par ailleurs, dans son courrier du 27 janvier 2025 adressé à l'inspection, l'exploitant a joint le bilan environnemental de 2023 faisant état d'écarts notamment sur les hydrocarbures qui devaient faire l'objet d'une attention particulière lors de la campagne de 2024. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines pour l'année 2024. |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |